Ne reculons pas, ne restons pas sur place, avançons !

DURANT TOUTE LA LÉGISLATURE, LES SOCIALISTES DES CHAMBRES FÉDÉRALES ONT BOUGÉ, PROPOSÉ, VOIRE MÊME AVANCÉ SUR DES REVENDICATIONS ESSENTIELLES EN MATIÈRE DE POLITIQUES SOCIALES, DE FORMATION, D'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE, D'EMPLOI OU ENCORE DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE.

La droite et son extrême aiment détourner l'attention de la population en inventant des boucs émissaires. Elles sont pourtant les seules responsables des licenciements, des délocalisations d'entreprises et autres débordements qui touchent les personnes aux conditions modestes et moyennes, lesquelles tombent trop souvent dans la précarité.

Face à cette situation, la gauche ne doit pas se détourner de ses fondements essentiels. En réponse à la droite et à son extrême, seules responsables des impasses politiques où nous nous trouvons aujourd'hui, nous devons faire en sorte que la Suisse mette sur pied de meilleures politiques d'éducation (avec l'aide des cantons) et de meilleures politiques sociales, pour les personnes des troisième et quatrième âges entre autres. Ce sont là les seules conditions à mêmes d'assurer à la population une sécurité digne de ce nom.

Face à la situation dans le domaine de l'asile par exemple, la droite et son extrême font fausse route. Elles ne veulent pas voir, ou font mine de ne pas voir, ce qui se passe dans certains pays, théâtres de conflits d'une violence extrême. Pire, elles attisent la haine et montent en épingle des faits divers dans un objectif purement électoraliste. Pourtant, des solutions pragmatiques existent et sont proposées au niveau du Conseil de l'Europe. Après des enquêtes et de nombreux entretiens, j'ai présenté un rapport à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur cette situation, en vue d'aller vers une plus grande solidarité au niveau du continent européen. Ce rapport n'intéresse malheureusement quasiment personne… Il a pourtant été approuvé à l'unanimité de l'APCE à Strasbourg, avec les remerciements des délégations parlementaires italiennes et maltaises.

En politique, il faut aller à l'essentiel. Le PS veut qu'il en soit ainsi. S'occuper d'un dossier n'implique pas d'en délaisser d'autres, comme ceux touchant aux logements, aux transports publics ou encore à l'environnement. Comme ceux traitant de sécurité de l'emploi et de formation de base ou de formation continue. Les délocalisations d'entreprises, par exemple, devraient coûter plus cher à ces dernières. Elles devraient prendre en charge le coût d'indemnités couvrant, au minimum, une année de chômage, ainsi que rembourser tous les avantages fiscaux qu'elles ont obtenus. Pour que cela devienne réalité, un cadre légal doit être fixé. C'est pour ce genre d'avancées que les socialistes se battent.

Eric Voruz, conseiller national (VD), 2007–2015

« Il faut corriger les erreurs passées du libéralisme sauvage. »

Enfin, nous devons veiller à améliorer la qualité de nos services publics. La Confédération doit les soutenir afin que le public, pour ne pas dire les usagers, puissent en bénéficier au maximum. Pour cela, il faut créer une « holding PostSwisscom » mais aussi garder dans le giron de la Confédération les CFF, la SSR, ainsi que supprimer leur statut de « SA », statut ridicule pour ces entreprises. Cela ne serait en aucun cas un retour en arrière. Ces entités publiques peuvent et doivent être dirigées indépendamment des pressions politiques. Mais il faut corriger les erreurs passées du libéralisme sauvage, qui a détruit tout ce qui fonctionnait bien au niveau de la Confédération et des cantons.

Alors camarades, courage pour la prochaine législature ! Nous serons là pour vous aider.

Adrian Grytz

Salle plénière de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)